



TERCER EJERCICIO

TRADUCCIÓN DIRECTA FRANCÉS-CASTELLANO

PERFILES: 17 y 23

Implications de la dégradation avérée du contexte stratégique pour l'ordre international et pour l'Europe

L'évolution de l'environnement géostratégique depuis 2017 témoigne d'une dégradation accélérée de l'ordre international, vers un monde encore plus dangereux et incertain. En l'absence de réponse adaptée de la part des Européens, ce contexte d'instabilité entraîne des risques nouveaux jusqu'aux portes de l'Europe, et suscite le spectre d'un déclassement stratégique.

Un ordre international et une architecture de sécurité toujours plus contestés

Alors que les défis globaux devraient impliquer plus de coopération de la part des États, le délitement de l'ordre international et l'affaiblissement de ses institutions se confirment. La remise en cause du multilatéralisme, déjà relevée en 2017 dans la Revue stratégique de défense et de sécurité nationale, s'est poursuivie depuis. L'ordre international est miné par les effets de la compétition stratégique et le comportement des acteurs, globaux et régionaux, qui privilégient les arrangements bilatéraux et les rapports de force afin de faire prévaloir leurs seuls intérêts nationaux ou de modifier la hiérarchie des puissances à leur avantage. Les évolutions au Levant et en Libye comme les tensions au Moyen-Orient et en Asie illustrent concrètement cette remise en cause de l'ordre international et les risques associés d'escalade, en particulier dans des régions dépourvues de mécanismes collectifs de règlement des crises.

L'Europe et la France au risque du déclassement stratégique

Face à ces réalités observables, et même si l'effort reste inégal, les Européens ont commencé à redresser leurs budgets de défense, qui demeurent cependant inférieurs à ceux de certaines puissances régionales. Toutefois, la crise économique qui se profile pourrait sévèrement affecter cette remontée. Avec 7 milliards d'euros pour le Fonds européen de défense et 1,5 milliards pour la mobilité militaire, le résultat obtenu sur le



nouveau cadre financier pluriannuel de l'Union européenne est significatif mais en deçà de notre niveau d'ambition initiale – et pourrait être de mauvais augure pour certains budgets de défense nationaux. Or, les années de crise entre 2008 et 2012 se sont déjà soldées par des coupes importantes dans les budgets et les capacités : alors qu'ils viennent seulement de retrouver le niveau de dépense de 2008, les Européens, s'ils réduisaient à nouveau fortement leurs budgets, porteraient un coup fatal aux appareils militaires les plus fragiles comme à leur capacité d'action collective. À cet égard, la volonté affichée par une large majorité de nos alliés au sein de l'OTAN de maintenir la croissance de leur effort de défense, en dépit de la crise économique, est un signe positif qu'il conviendra de confirmer dans la durée. Nos alliés et partenaires gardent cependant des sensibilités différentes quant à la hiérarchisation des menaces, certains étant tentés par des solutions unilatérales ou des coopérations bilatérales qui affaiblissent notre unité.

Les efforts de la France pour donner plus de sens politique à l'OTAN et plus de consistance à une « Europe de la défense » (en combinant les coopérations dans des cadres ad hoc et le renforcement de l'action de l'Union européenne) visent justement à permettre aux Européens de répondre aux défis qui sont devant eux. L'Europe est en effet à la croisée des chemins et doit impérativement s'organiser pour faire face à l'aggravation de son environnement de sécurité. Notre pays réaffirme régulièrement sa communauté de destin avec les Européens, mais n'est pas en mesure d'affronter seul tous les périls qui pèsent sur le continent, en dépit de ses atouts stratégiques.